

UNDP contribution to the implementation of the LDC-III Programme of Action

Submissions by UNDP/RBA Country Offices

(including a table of UNDP resource allocation per country from 2000 to 2002)

LESOTHO

Contribution to the Implementation of the LDC-III Programme of Action

Subsequent to the May 2001 LDC III Conference UNDP supports implementation of the five priority areas outlined in the national 10-year Programme of Action through direct project interventions as well as policy advisory support within the broad contexts of the national Vision and PRSP processes, and the MDG Campaign as highlighted below.

Programme component	Objective	Areas of UNDP support
I. Macro-economic stability	Create favourable environment for sustained economic growth	UNDP provide continuous support to the process of designing, implementing and monitoring pro-poor economic policies through membership of the Government's advisory group on Macro-economic planning. UNDP also coordinates development partner support to the PRSP and national Vision process, and the preparation of a Round Table Conference end 2003. UNDP has provided specific technical assistance in analysing the options for LDC graduation a distinct objective of the PRSP and continues to lead international support for the establishment of viable mechanisms for poverty monitoring and evidence-based policy making.
II. Social stability	Creation conducive environment to development of productive capacity of human resources	UNDP provided critical leadership in the process of organising and executing the May 2002 national elections and provides post-election support to training of parliamentarians, civil service reform and peaceful conflict resolution. UNDP leads international support to the national fight against the HIV/AIDS epidemic: (i) chairs the UN Theme Group; (ii) provides technical assistance to review Strategic Options for an Emergency Response, review of the National AIDS Strategic Plan and the preparation of annual work plans; (iv) support to the preparation of proposals to the GFATM, which secure USD 30 million in funding, and (v) assistance to the first MDG Report on "The War against HIV/AIDS".
III. Enhancement of productive sector performance	Expand productive potential based on Lesotho's comparative advantages in trade and industry, agriculture, tourism and mining.	UNDP continues to provide extensive leadership to the Integrated Framework process in Lesotho: (i) assisting the Ministry of Trade, Industry and Marketing in setting up a national IF Steering Committee; (ii) in collaboration with the SURF providing technical assistance to the Ministry in the preparation of the Diagnostic Trade Integrated Study; (iii) coordinating activities of UN Agencies by effectively linking the Investment Policy Review (led by UNCTAD) and the Trade Policy Review (led by ITC) to the IF process. UNDP has facilitated joint missions by the core agencies, consultative workshops and agreement that both reviews serve as analytical inputs into IF; (iv) UNDP also coordinates IF activities with other development partners, including DfID, the lead IF donor, who is also implementing the Africa Trade and Poverty Programme as part of the IF process. Moreover, through a Memorandum of Understanding with UNCDF, UNDP provides policy support in the establishment of viable mechanisms for micro-finance in Lesotho. UNDP has also provided technical assistance to the preparation of a national tourism policy.
IV. Land rehabilitation and sustainable	Tackle the twin problem of poverty and	UNDP supports strengthening institutional, policy and regulatory framework to promote sustainable management of natural resources. Policy support is combined with a series of more down-stream community programme

use of natural resources	environmental degradation for sustainable human development.	activities in: (i) conservation of mountain bio-diversity; (ii) renewable energy; (iii) environmental management for poverty reduction, and; and (iv) mushroom production. Moreover, UNDP has provided extensive support to coordination activities during the International Year of the Mountains and of Eco-Tourism, and technical assistance to the national report and follow-up to the WSSD.
V. Disaster management and mitigation	Improve capacity of Lesotho to identify disaster scenarios, establish appropriate measures and contingency plans, and involve local communities.	UNDP leads the process of strengthening national capacities for disaster management and mitigation through: (i) coordination of Consolidated Appeal Process and mid term review; (ii) facilitation of workshops with OCHA and BCPR; (iii) support to high level missions from Special Envoys on HIV/AIDS and the Humanitarian Crisis, and; (iv) multi-disciplinary technical assistance to addressing the structural causes of the crisis - deepening levels of poverty, HIV/AIDS and unsustainable agriculture – through the PRSP process. Moreover, UNDP has provided leadership support in the preparation and execution of the extensive consultations process and participatory poverty assessment – “Voices of the People” – as part of the PRSP and national vision processes.

A. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS DE BRUXELLES EN REPUBLIQUE DU BENIN

Le Programme d'Action de Bruxelles propose des politiques et des mesures que les PMA, d'un côté, et leurs partenaires de développement, de l'autre, devraient mettre en oeuvre pour promouvoir une croissance économique soutenue et un développement durable de ces pays, et pour tirer grand profit de leur intégration dans l'économie mondiale. Le Programme repose sur sept objectifs qui traduisent les engagements pris par les PMA et leurs partenaires au développement : 1) Encourager une action axée sur la population ; 2) Bonne gouvernance aux niveaux national et international ; 3) Renforcer les capacités humaines et institutionnelles ; 4) Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation ; 5) Renforcer le rôle du commerce dans le développement ; 6) Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement ; 7) Mobiliser des ressources financières.

Le Bureau du PNUD au Bénin a apporté l'appui aux initiatives du pays pour intégrer les engagements ci-dessus dans les stratégies et politiques nationales et à la mise en place d'un mécanisme de suivi /évaluation du Plan d'Actions.

Par ailleurs , le bureau du Bénin a apporté un appui au Bureau de Coordination du Plan d'Actions pour la préparation de la douzième conférence ministérielle, à travers le gouvernement du Bénin qui en assure la Présidence.

i)Appui aux initiatives nationales

a)Au niveau des stratégies, le souhait avancé par la douzième conférence est de focaliser la mise en oeuvre du Plan d'actions sur des initiatives spéciales de réduction de la pauvreté.

A cet effet, le gouvernement du Bénin a traduit les objectifs du Plan d'Action dans la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2003/2005)qui vient d'être adopté. Les axes de cette stratégie sont :i)le renforcement des équilibres macroéconomiques, notamment, la consolidation des sources de croissance, le renforcement des infrastructures de base, ii) le développement du capital humain et la gestion de l'environnement, iii) le renforcement de la bonne gouvernance et des capacités institutionnelles, iv) la promotion de l'emploi durable et de la participation des pauvres au processus de décision et de production.

Pour appuyer ces stratégies le PNUD a développé trois programmes : i)Appui à la lutte contre la pauvreté, ii)Promotion de la bonne gouvernance, iii)Appui au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Dans le cadre du programme de lutte contre la pauvreté, le PNUD intervient principalement pour renforcer les capacités d'appropriation du concept du développement humain durable à travers le plaidoyer qui repose sur l'élaboration des Rapport nationaux sur le développement humain et à travers l'appui à l'élaboration des plans de développement régionaux mis en œuvre dans certains départements pilotes. Le PNUD a également apporté son appui pour la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation de la SRP à travers l'appui à la mise en place de l'Observatoire du changement social. Dans le cadre du programme de la bonne gouvernance, le PNUD Cotonou appui principalement : i) la décentralisation et gouvernance locale, ii) gouvernance politique et administrative, et iii) droits humains. Les NTIC et environnement sont intégrés de façon transversale dans tous les programmes.

Un appui à l'organisation d'un forum des partenaires au développement pour la mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du DSRP est également envisagé.

.b) Suite à la recommandation de la douzième conférence ministérielle de mettre en place un mécanisme national de suivi/évaluation de la mise en place du Plan d'actions, le PNUD a initié un projet d'appui au gouvernement qui vise le renforcement des capacités de coordination du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et celui du Ministère Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, de la Prospective et du Développement. Le projet mettra en place une plate-forme informatique qui relie tous les acteurs concernés et facilite les échanges d'informations entre les partenaires.

ii) Appui à la Coordination du Plan au niveau des PMA

Le PNUD Cotonou a également apporté un appui aux initiatives lancées par le Gouvernement béninois dans le cadre du Bureau de Coordination des Pays les Moins Avancés (PMAs) dont le Bénin assure la présidence pour une période de cinq ans (2002 – 2007). Le PNUD, en collaboration avec le BRSP/UN Affairs, a notamment appuyé l'organisation de la douzième conférence ministérielle des PMAs qui s'est tenue à Cotonou du 5 au 7 août 2002 et qui avait pour objet d'analyser les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'Actions. La « Déclaration de Cotonou » souligne l'importance des engagements pris dans le Plan d'Action de Bruxelles et réitère la nécessité de se focaliser sur les initiatives spéciales pour la réduction de la pauvreté.

Contributions du PNUD Niger au PA en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

SYNTHESE -

Il est manifeste que **l'ensemble des appuis du PNUD Niger aux Programmes nationaux participant à la mise en œuvre des 7 engagements** pris lors de la Troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA en mai 2001, à savoir : 1- Encourager une action axée sur la population, 2- Bonne gouvernance aux niveaux national et international, 3- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles, 4- Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation, 5- Renforcer le rôle du commerce dans le développement, 6- Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement, et 7- Mobiliser des ressources financières.

En effet, le **Programme Cadre de Lutte Contre la Pauvreté (PCLCP)** recentré concentre ses activités sur la sécurité alimentaire et l'atténuation de la vulnérabilité, la gestion des ressources naturelles et la lutte contre la désertification, la bonne gouvernance locale et le renforcement des capacités pour une démocratie à la base. Il joue un rôle actif dans le processus de décentralisation du pays comme moyen d'amélioration durable des conditions de vie des populations. Il appuie également de fortes actions de plaidoyer et de mobilisation de ressources, la mise en place de mécanismes de suivi évaluation et de cellules « Information, Education, Communication ». Le PCLCP a contribué à la réalisation d'une enquête qualitative nationale sur la pauvreté auprès des bénéficiaires, à la définition des lignes de pauvreté et la formulation du DSRP.

Les groupes cibles du PCLCP sont les populations rurales, les groupes les plus vulnérables (femmes, exclus sociaux, etc.), les élus et leaders de groupes, les structures communales et communautaires et les producteurs organisés. Les projets d'appui au développement local (PADL) à N'Guigmi et Mayahi, à l'image de l'ensemble du Programme, sont en **parfaite cohérence avec le Programme d'Action en faveur des PMA**. Les populations voient leur vulnérabilité diminuer, leur sécurité alimentaire renforcer par l'usage des banques céréalières et l'amélioration des conditions de production ; elles peuvent créer des micro-entreprises et générer ainsi revenus, emplois et augmenter la production ; les capacités des services techniques déconcentrés et locaux et de la société civile en vue de construire des partenariats durables sont renforcées, ainsi que les capacités d'interventions et la professionnalisation des ONG. La fracture numérique est réduite par l'installation de radios rurales améliorant l'accès des populations à l'information. Il est à noter que le renforcement du partenariat entre le PNUD Niger et le Fonds Belge de Survie, ainsi qu'un nouveau partenariat entre la France et le FENU, permettront de répliquer ces PADLs à deux autres régions à partir de 2003.

L'appui du PNUD au **Programme national de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD) s'inscrit parfaitement dans les Engagements 3 et 6 du PA, mais l'on recense également des contributions aux autres Engagements.**

L'appui a pour objectif particulier le renforcement des fonctions stratégiques du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) et la mise en œuvre des recommandations de l'Agenda 21, du Protocole de Rio, etc. ; la promotion d'actions pilotes communautaires de lutte contre la désertification en conformité avec l'UNCCD ; la création des conditions d'une gestion durable, participative et décentralisée des ressources en eau associant tous les acteurs.

En terme de mobilisation de ressources, une consultation sectorielle sur l'Eau s'est tenue en mai 2001 et des consultations sectorielles Environnement/Lutte contre la désertification et Eau/Assainissement se tiendront au second semestre 2003. Une consultation sectorielle sur les Ressources Animales est en préparation.

L'appui du PNUD au **Programme cadre pour la Bonne Gouvernance et la Promotion du Secteur Privé (PCBG/SP) renforce, conformément au PA :** 1- Les capacités de planification prospective, programmation, suivi évaluation et mise en œuvre de la SRP, ainsi que les capacités de coordination des aides ; 2- La gouvernance centrale et locale, les capacités du système parlementaire, la justice, les droits de l'homme et l'éthique citoyenne ; 3- Le secteur privé moderne via la restructuration et l'informatisation des services de la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie et d'Artisanat (CCAIA), l'appui à Entreprendre au Niger (EAN) et le suivi de la consultation sectorielle Secteur Privé tenue en 2000. Ce dernier volet facilite l'accès au crédit des micro et petites entreprises (MPE) et stimule l'esprit d'entrepreneuriat, notamment celui des femmes, en concordance avec l'appui du PNUD à la mise en œuvre de la CEDEF.

Par ce Programme, le PNUD agit de manière significative dans le domaine de la bonne gouvernance locale, économique et institutionnelle et contribue au processus de décentralisation à la fois au niveau central par le renforcement des capacités (mobilisation de ressources) du Haut Commissariat à la Réforme Administrative (HCRA) et le Comité Consultatif sur la Décentralisation (CCD), et local par la préparation des élections locales, la prévention des conflits et la réinsertion des ex-combattants, activités contribuant efficacement au rétablissement de la confiance, la consolidation de la paix et aux besoins de réintégration et reconstruction.

D'autre part, le **Programme Intégré de Développement Industriel du Niger contribue à l'Engagement 4** en permettant, dès 2003, d'appuyer les activités industrielles ayant un fort impact sur la réduction de la pauvreté.

L'appui du PNUD Niger à l'élaboration du DSRP a été constant. Dans sa phase préliminaire, le gouvernement a demandé son appui dans 5 groupes thématiques sur 11. Ressources humaines et appuis aux Programmes cadres nationaux ont donc été mobilisés à cet effet. Par ailleurs, le PNUD a financé un ensemble d'activités entrant dans le schéma d'élaboration de la SRP tel que proposé par la Banque Mondiale, notamment dans la participation de la société civile et des autres partenaires, le suivi de la réduction de la pauvreté, la mise à jour de stratégie macroéconomiques, sectorielles et intersectorielles, y compris l'évaluation des coûts, l'atelier de validation finale. Le PNUD

est un conseiller principal du gouvernement, avec la Banque Mondiale, dans l'organisation du Forum des bailleurs de fonds pour le financement de la SRP ; l'élaboration des études complémentaires à la SRP et les documents de base pour le Forum ont reçu l'appui financier du PNUD ; un pré forum s'est tenu en février 2003 et le Forum se tiendra les 1 et 2 avril 2003.

Contribution to the implementation of the LDC-III Programme of Action

Le PNUD a appuyé la Conférence de Table Ronde de Genève de 1998 et les quatre consultations sectorielles de suivi dans les domaines de la Santé, du Développement Rural, des Infrastructures et de l'Education. Ces forums ont permis au pays d'engager un dialogue constructif sur ses politiques et ses stratégies qui ont reçu l'adhésion des partenaires au développement.

Un cadre favorable a été ainsi mis en place pour l'appui du PNUD, à partir de l'année 2000, à la formulation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Ce document a permis de fédérer l'ensemble des stratégies sectorielles élaborées dans le cadre du mécanisme de Table Ronde, mais aussi de prendre en compte de nouveaux défis du développement. L'appui du PNUD a porté notamment sur la définition de la méthodologie, l'étude sur les perceptions des populations, l'analyse stratégique, le cadrage macro économique et le mécanisme de suivi.

Ces appuis permettront notamment l'atteinte de l'engagement 1 du Plan d'Action relatif à "l'encouragement d'une action axée sur la population", et l'engagement 4 relatif à "la mise en place de capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation" Le Gouvernement a sollicité le PNUD pour l'organisation d'une Table Ronde des donateurs sur le DSRP courant 2003, ce qui permettra de mobiliser les ressources financières nécessaires, correspondant à l'engagement 7. Le PNUD a déjà engagé des appuis en matière de réduction de la pauvreté dans le domaine de la micro finance, permettant l'accès des plus défavorisés, notamment des femmes, aux ressources financières pour la promotion des activités génératrices de revenu et d'auto emploi.

Le Gouvernement a également adopté au cours de l'année 2002 la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance qui complète les actions retenues dans le cadre du DSRP dans ce domaine. Un programme d'appui du PNUD à cette stratégie est en cours de formulation et sa mise en œuvre est prévue pour le courant de l'année 2003. Ce programme concernera essentiellement le renforcement de la société civile, la décentralisation, le renforcement de la justice, et le renforcement de l'Etat Civil. Cet appui aura pour résultats l'habilitation des populations à la base pour la prise en charge de leurs propres affaires et l'assainissement de l'environnement juridique du pays.

Enfin, le PNUD appuie la formulation d'un Programme National d'Action environnementale, avec notamment la formulation du schéma Directeur de l'Eau. Compte tenu des conditions climatiques du pays caractérisées par des sécheresses répétées, ces appuis permettront de réduire la vulnérabilité des populations face à ces aléas et ainsi, renforcer leurs capacités à agir sur leur environnement.

Tous ces appuis du PNUD concourent à la mise en œuvre du Plan d'Action en faveur des Pays les Moins Avancés pour la décennie 2001-2010 pour le Tchad.

MADAGASCAR

CONTRIBUTION DU PNUD MADAGASCAR A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES POUR LA DECENNIE 2001-2010

Les points indiqués concernent uniquement les actions du PNUD

Engagement 1 : encourager une action axée sur la population

Le PNUD appuie actuellement le Gouvernement malgache dans l'élaboration de la Politique nationale de développement des NTICs. A cet effet, un comité technique pluridisciplinaire de conseil et de réflexion, regroupant le Ministère des Postes et télécommunications, qui est le point focal gouvernemental pour l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique, le secteur privé et les bailleurs de fonds a été mis en place. Les études de base de cette politique sont en cours.

Dans le cadre du renforcement du système statistique national, le PNUD appuie l'Institut national de la statistique dans la production d'un Tableau de bord social, d'un indice de production industrielle et d'indicateurs d'activité pour le secteur tertiaire, notamment le tourisme.

Engagement 2 : bonne gouvernance aux niveaux national et international

Le PNUD appuie techniquement et financièrement le gouvernement malgache dans l'amélioration du système électoral ; l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption ; l'élaboration de plans de développement local et le renforcement des collectivités décentralisées ; la mise en place d'un code de communication garantissant la liberté et l'indépendance des médias ; la conception de plusieurs outils de gestion économique (instruments de gestion de la dette, d'analyse budgétaire, de suivi de la pauvreté,...). Le développement des outils s'accompagne généralement de formations à l'endroit des acteurs et responsables nationaux en vue d'une utilisation rationnelle des outils en question.

Engagement 3 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles

Infrastructures sociales et services sociaux

Le PNUD a aidé le Gouvernement de Madagascar à formuler une stratégie de gestion des risques et des catastrophes. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, le PNUD

a contribué au renforcement des capacités nationales de coordination de la réponse, dans le but de réduire les délais de réponse en cas de catastrophe.

C. Education et formation

Le PNUD appuie le gouvernement malgache dans la promotion de l'éducation non formelle (alphabétisation, éducation préscolaire, encadrement des groupes défavorisés tels que les handicapés, ...) à travers une assistance à l'élaboration de politiques relatives au domaine en question et à travers une assistance à la vulgarisation de méthodes d'éducation spécifiques comme l'alphabétisation fonctionnelle intensive.

D. Santé, nutrition et hygiène

Le PNUD appuie l'accès de la population aux services sociaux de base, en entreprenant la construction ou la réhabilitation de centre d'alphabétisation, centres de santé de base, points d'eau, ...

Le PNUD a assisté le gouvernement dans la formulation d'un plan stratégique de lutte contre le VIH/Sida. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le PNUD appuie techniquement les structures nationales de coordination de la lutte contre le VIH/Sida, aide le gouvernement à réformer le cadre juridique pour l'adapter au contexte de la lutte contre le VIH/Sida et assiste le gouvernement dans le "mainstreaming" ou l'introduction du VIH/Sida dans les programmes de développement.

E. Intégration sociale

Le PNUD, à travers ses activités de microfinance, a permis de faire accéder au crédit, plus de 8.000 femmes pauvres en zone rurale et urbaine dans les provinces de Fianarantsoa et Tuléar. Plus de 7 milliards de Fmg ont été octroyés aux femmes durant les trois années d'exécution du projet Microstart. Par ailleurs, le PNUD, en collaboration avec le FENU, renforcent les capacités des organismes de micro-crédit par la formation, le renforcement des liens entre ces institutions et le secteur bancaire, etc.

Engagement4 : Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation

Développement des entreprises

Le PNUD appuie le développement de réseaux d'entreprises dans les filières *huiles essentielles, matériaux de construction et fruits et légumes*. L'appui inclut le renforcement des capacités managériales des entreprises appartenant aux réseaux en question.

Engagement 5 : Renforcer le rôle du commerce dans le développement

Le PNUD, conjointement avec les autres partenaires qui composent le cadre intégré pour la promotion du commerce (Banque Mondiale, CCI, CNUCED, ...), a contribué à

l'évaluation des besoins nationaux en vue de la promotion du commerce et le renforcement de l'intégration du pays dans le marché mondial.

Engagement 6 : Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement

A. Protéger l'environnement

Le PNUD a appuyé le Gouvernement malgache dans l'élaboration et la mise en œuvre du Programme environnemental dans ses phases II et III. Les interventions du PNUD dans ce domaine ont porté notamment sur l'élaboration d'une stratégie de gestion des zones marines et côtières et d'une stratégie de gestion durable de la biodiversité.

Le PNUD a fait un plaidoyer en vue de l'intégration de la dimension environnementale dans le DSRP.

B. Réduire la vulnérabilité aux catastrophes

Le PNUD appuie le Gouvernement de Madagascar dans le développement d'un système d'alerte précoce pour permettre une meilleure identification et surveillance des zones vulnérables.

Engagement 7 : Mobiliser des ressources financières

C. Dette extérieure

Le PNUD a appuyé la Banque Centrale de Madagascar dans la reconstitution de la base de données sur la dette extérieure malgache. Par ailleurs, les cadres de la Banque Centrale et de la Direction Générale du Trésor ont été formés en matière de gestion de la dette.

Le PNUD assiste techniquement le gouvernement dans la formulation du DSRP.

MOZAMBIQUE

PROGRAMME OF ACTION FOR THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES FOR 2001-2010

Since 1995, Mozambique has recorded an average economic growth of about 8%. With an estimated growth rate of 10% in 2002 compared with 13.9% in 2001, the country once again confirmed its laudable and consistently high macroeconomic performance since 1990s. Mozambique can be included among countries with high GDP growth rates. Inflation dropped sharply from over 50% per annum in early 1990s to single digits of today. There are also signs of investment confidence as clearly seen in the Mozal aluminum company, gas pipeline and increasing tourism. During the past year, the currency showed signs of relative stability.

This impressive performance notwithstanding, the country continues to face daunting development problems and challenges with major impact on human development. The impact of the high growth rates has been limited partly because the growth rates represent recovery from very low base levels. The challenges facing the country include governance, expanding the sources of economic growth, illiteracy, unemployment, gender inequality, relatively high incidence of HIV/AIDS, high rate of vulnerability to natural calamities as well as the need for public sector reform. In the area of governance, UNDP is helping to capacity in the justice sector, parliament, police force, provincial governments and training in public administration.

Despite its positive economic performance, Mozambique remains one of the poorest countries in the world. It is estimated that nearly 70% live below the poverty line estimated at USD 0.40 per day. There is a wide regional disparity in the incidence of poverty in the country. This ranges from 47.8% in Maputo City to 87.9% in Sofala. The rates for rural and urban areas are 71.3% and 62% respectively.

The Government has initiated a national programme of poverty reduction through the implementation of a comprehensive strategy known as the Action Plan to Reduce Absolute Poverty (PARPA). This constituted the basis for the IMF/World Bank supported PRSP. The government's programme is clearly attempts to foster a people-centered policy framework to address the poverty problem. Working with NGOs, government has undertaken a number of initiatives to support people living in poverty. Persons who were particularly affected by floods and draught were supported. UNDP is

currently working with the government to ensure that its people centered poverty strategy is effective and also helps to meet the MDG objectives.

Mozambique remains highly vulnerable to climate changes with tremendous impact on the people, livestock, property and physical infrastructure. In 2000 and 2001, the floods caused considerable disruption and devastation. The international community played a major role in mobilizing financial assistance to support the reconstruction programme. These efforts were largely funded by the international aid.

Mobilizing financial resources: The country's strong performance has been and continues to be supported by substantial foreign assistance. Since 1986, the government has received nearly \$10 billion in external aid or almost \$600 million per annum. Support has often been achieved via the World Bank-led CG mechanism. In times of floods or draught, other agencies, including UNDP organized ad hoc donor conferences to mobilize resources. In 2000, about \$560 million was mobilized in Rome.

Under the subject of recipient led evaluation, government has initiated a programme with UNDP, the World Bank and the Government of Netherlamds to undertake an evaluation of the effectiveness of aid and external assistance. It has also established a mechanism for regular dialogue with donors, especially donors which provide budgetary support.

Finally, as a participant in the HIPC initiative, Mozambique has benefited from a massive reduction in its debt resulting in a reduced debt servicing ratios which is recognized as sustainable.

UNDP Rwanda's contribution to the implementation of the LDC III PROGRAMME OF ACTION

Following a very successful consultation process in the country, the government of Rwanda presented at the LDC III conference its programme of Action 2001 – 2010. The partnership between UNDP and the government during the preparatory process continued during the implementation of the conference commitments.

Guided by the seven global commitments of the conference, UNDP Rwanda has for the last one-year and half contributed to the achievement of Rwanda's national priorities as outlined in the national PoA.

The specific activities undertaken for each global commitment of the conference are as shown below:

Commitment 1: Fostering a people centered policy framework

- ☞ Support the government's efforts towards political, administrative and fiscal decentralization of decision making;
- ☞ National capacities strengthen in areas of economic and financial policy and management;
- ☞ Sector policies and strategic plans developed that are consistent with the national strategy to reduce poverty, and foster economic growth.

Commitment 2: Good governance at the national and international levels:

- ☞ Partnership to support peace and reconciliation;
- ☞ Support to the national democratization initiative;
- ☞ Capacity building in areas of macroeconomic policies and negotiations with IFIs.

Commitment 3: Building human and institutional capacities:

- ☞ Partnership to support the improvement of demographic statistics;
- ☞ Human resources development and capacity building through encouraging the repatriation of skilled Rwandans;
- ☞ Support to higher education in the areas of technology and management skills;

Commitment 4: Building productive capacities to make globalization work for the LDCs:

- ☞ Support the integration of ICTs into both the private and public sector activities;
- ☞ Promotion of tourism through ICTS;
- ☞ Facilitate south-south cooperation initiatives.

Commitment 5: Enhancing the role of trade in development:

- ☞ Promote the development of SMEs;
- ☞ Support private sector promotion activities;
- ☞ Support trade and regional integration programmes.

Commitment 6: Reducing vulnerability and protecting the environment:

- ☞ Provided support for the environmental policy and action plan;
- ☞ Helped articulate the link between environment and poverty;
- ☞ Support programme for regional approach to environment management, as well as facilitated participation of national authorities in international for a;

Commitment 7: Mobilizing financial resources:

- ☞ Partnership with government for resource mobilization, through the annual meeting of development partners, and regular thematic consultations;
- ☞ Facilitated in the promotion of Rwanda's case among bilateral donor capitals through the media, visits by parliamentarians, and directly with visiting country representatives;
- ☞ Mandated donor representative to facilitate government's aid coordination efforts;
- ☞ Facilitate UN system coordination of programmes through the UNDAF.

Suivi de la mise en œuvre du Programme d'Action de Bruxelles 2001-2010 (PMA III)

Arrangements institutionnels

Suite à la participation d'une forte délégation issue de toutes les sensibilités de la société guinéenne, le Gouvernement et les représentants de la société civile (ONGs, Journalistes, Parlementaires) ont envoyé des rapports au PNUD dans lesquels ils s'engagent à assurer le suivi des recommandations de la Conférence de Bruxelles. Le Secrétaire d'Etat au Plan a recommandé la mise en place d'un puissant comité de suivi constitué des principaux acteurs (Gouvernement, bailleurs de fonds, collectivités, société civile) dont le noyau dur sera constitué des membres du comité national préparatoire de PMA III et les techniciens qui ont participé à la dite conférence.

Les ONGs invitées à la conférence (OGDH, AFGRED, etc..) ont organisé des séances de restitution à leurs membres.

Au niveau du Gouvernement, en raison de la mobilité des cadres, le comité de suivi n'a pas été officialisé et un point focal n'a pas été formellement désigné. La restitution a été faite au niveau des départements ayant participé à la réunion de Bruxelles. Cependant, au niveau national, plusieurs actions ont été engagées qui s'inscrivent dans le programme d'action de Bruxelles.

Le nouveau Ministre du Plan va prendre les dispositions requises avec ses collègues du Gouvernement pour redynamiser le comité de suivi, désigner un point focal national et engager résolument la mise en œuvre des recommandations du programme d'Action 2001/2010 pour les PMA.

Les actions mises en œuvre à ce jour se résument comme suit :

Mise en œuvre en œuvre du DSRP : le DSRP a été finalisé sur une base très participative en décembre 2001 et approuvé par les CA du FMI et de la Banque Mondiale en juillet 2002; un atelier national de haut niveau regroupant toutes les parties concernées pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SRP) a été organisé en mai 2002. Le Département du Plan qui préside le Comité de suivi de PMA III assure, à travers la Direction Nationale de la Statistique, la présidence du Groupe thématique Suivi/évaluation du DSRP ; depuis la fin de l'année 2001, un processus de régionalisation du DSRP a été engagé ; les réflexions sur la mise en œuvre des indicateurs pertinents de suivi de la pauvreté sont en cours. Le PNUD a appuyé le

processus participatif dans le cadre de la finalisation du DSRP- I, l'Enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté, la régionalisation de la stratégie et la mise en place du dispositif de suivi/évaluation du processus.

Engagement 2 – Renforcer les capacités humaines et institutionnelles

Le Gouvernement a procédé au diagnostic des capacités humaines et institutionnelles du pays entre juillet et décembre 2001. Il a élaboré, de janvier à mai 2002 sur un financement du PNUD, un document de Programme National de Renforcement des Capacités et de Gouvernance (PNRCG), en collaboration avec le SENAREC, les OSC, le secteur privé et les partenaires au développement ; sa mise en œuvre sera faite au niveau des Ministères du Plan, de l'Economie et des Finances ainsi que du Comité inter-ministériel chargé du DSRP et de la Primature (SENAREC).

Engagement 4 - Diversification de l'économie et développement des secteurs porteurs

Tourisme : en mars 2002, la Ministre du Tourisme et de l'Hôtellerie a participé à la consultation pour le suivi de la réunion de haut niveau sur le Tourisme des PMA ; elle a également pris part à la Foire internationale de Berlin et participé à de nombreuses discussions sur les mesures de soutien à la promotion du tourisme guinéen à l'étranger et en Guinée.

Le tourisme était par ailleurs un des volets de la Table Ronde sur le Secteur privé organisée par le Gouvernement en mai 2002 à Conakry, avec l'appui du PNUD et de l'ONUDI.

Artisanat : Le Gouvernement a élaboré avec l'appui du PNUD une Lettre de politique de l'artisanat qui a été validée lors d'un atelier national de haut niveau ; la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des plans d'actions est une des principales recommandations de cet atelier.

Insertion dans l'économie mondiale

Participation de la Guinée au Projet pilote du Cadre intégré d'Assistance Technique au Commerce des PMA : Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet pilote en Guinée, le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME a mis en place un comité directeur incluant les bailleurs de fonds (PNUD, Banque Mondiale, France) et les OSC pour piloter l'exercice. Trois études sont en cours de réalisation, portant respectivement :

sur la modernisation de la profession commerciale en Guinée,
la compétitivité sectorielle,
la mise en œuvre d'un plan d'action de qualité de la normalisation en vue de la création d'un label de produits guinéens.

Des missions d'évaluation de la Banque Mondiale, au compte des partenaires du Cadre intégré, ont appuyé cet exercice durant les mois de juillet, septembre, octobre et novembre 2002.

Du 17 au 20 juillet 2002, M. Sok Siphana, Secrétaire d'Etat au Commerce du Royaume du Cambodge a effectué, sur demande des autorités guinéennes, une visite de travail à Conakry. Les deux parties ont échangé des expériences en matière de gestion des activités du Cadre Institué. En février 2003, une délégation guinéenne conduite par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME se rendra à son tour à Pnom Pen pour poursuivre les dits échanges.

ETHIOPIA

Below, are listed some broad areas of UNDP contribution to the implementation of the LDC III POA:

1. Fostering a people-centred policy framework

- UNDP is chairing the DAG Core Group for PRSP, managing a pooled fund for support to the PRSP preparation process, and has engaged closely with Government and other stakeholders in the nation-wide consultation process. This has contributed to Ethiopia's PRSP taking a strong pro-poor stand, emphasizing macro-economic stability and integrating MDGs as the 12-year vision.
- In the PRSP implementation phase, UNDP is promoting institutionalization of participatory processes and the partnership based on mutual obligations and accountability between donors and government, but moreover to the citizens of Ethiopia (in line with NEPAD)

2. Good governance at national and international levels

- UNDP leadership in the Civil Service Reform Program has generated improved laws and policies resulting in revolutionary transformation of the civil service and more prompt services by key public service institutions. The Government is now taking the program to scale for nation-wide implementation with a World Bank loan of US\$ 280 million.
- UNDP coordinated the establishment of an innovative pooled-donor fund, providing support to political parties, including opposition parties, participating in the 2000 General Elections. This contributed to increased participation and ensured an effective and democratic process that resulted in multiple political party representations in the Parliament, and an increase in women representatives from 7 from the 1995 elections to 42 in 2000. The Government and donors have indicated willingness to replicate this initiative in the preparatory process for the 2005 elections.
- UNDP advocacy led to the establishment of the Human Rights, Ombudsman and Anti-Corruption Commissions.

3. Building human and institutional capacities

- Advocacy related to MDGs has led to the incorporation of the MDGs in the Ethiopian PRSP, the establishment of an MDG Task Force, chaired by Government and agreement that an MDG status report will be part of the annual progress review for the PRSP
- Urban Poverty Action Research Study in secondary cities to improve capacity for urban management
- UNDP introduced and field-tested new methodologies and approaches to address the complexity of the HIV/AIDS epidemic. This has resulted in the gradual shift of perspectives and long-held beliefs empowering people to take action to address the underlying causes of HIV/AIDS such as stigma, taboo, denial, the subjugation of women and traditional practices that fuel the spread of the epidemic.

4. Building productive capacities to make globalization work for LDCs

- A conducive legal and regulatory framework through creating a mechanism for public-private partnership for effective dialogue and partnership between government and private sector
- Launching of the sovereign credit rating initiative in Africa, essential for attracting FDI
- Global Compact
- UNDP, in partnership with key donors, has supported the formulation of first landmark ICT policy and strategy for Ethiopia, and is now a key partner in its implementation, which includes the development of a large scale ICT for High School programme, with a potential to reach at least *15 million youths*.

- Access to seeds (seed-bank) and irrigation schemes to avoid dependency of rain-fall

5. Enhancing the role of trade in development

- The lack of a trade policy was identified by the Joint Partner Review as a major gap in the PRSP. Currently a Diagnostic Trade Integration study is being undertaken by the Integrated Framework. Additional analytic work is envisaged through the UNDP managed fund for support to the PRSP process. Trade related capacity building to prepare Ethiopia for WTO membership is also envisaged in the CCFII.

6. Reducing vulnerability and protecting the environment

- UNDP Ethiopia has been instrumental in formulating the development of a National Food Security and Recovery Strategy, which underpins efforts to address Ethiopia's recurrent drought, famine and emergency crisis.
- UNDP/GEF support to the conservation and sustainable use of biodiversity resources has resulted in the establishment of local crop seed banks. The farmers have now started reaping the fruits of their conservation through increased income from the premium price paid for the local seed crops such as wheat, millet etc.
- UNDP Ethiopia led the policy formulation of the Water Sector Development Programme, which is a 15-year/ 7billion blue print for water resource development.
- UNDP's active engagement and lead support to the Nile Basin Initiative dialogue (together with the World Bank) has been instrumental in strengthening the sub-regional efforts to bring a new era of cooperation for the 10 Nile Basin countries.

7. Mobilizing financial resources

- As co-chair and secretariat for the Development Assistance Group, UNDP has contributed to strengthened partnership between donors and with Government, particularly during the intensive, collaborative work of the PRSP preparation process.
- The first Consultative Group Meeting since 1996, with the theme: "Partnership for Accelerated and Sustained Development and Poverty Reduction", was co-organized by Government, UNDP and WB in December 2002. The two major agenda items were the Ethiopian PRSP, the SDPRP and harmonization for enhanced aid delivery. Around US\$ 3.6 billion was pledged in support of the SDPRP and donors committed to harmonization and increased effectiveness of aid.
- Based on the Development Cooperation Report 2002, UNDP has been advocating for increased ODA per capita for Ethiopia and a larger share to long-term development and in the form of grants.
- UNDP is also actively advocating to DAG members for holistic donor policies, including increased and more effective ODA, trade and investment opportunities and debt relief/cancellation, (in line with the Monterrey Consensus, MDG8 and NEPAD).
- The Enhanced Harmonization framework for Ethiopia is facilitated by UNDP through a government chaired joint GOE-DAG harmonization task force and donors have agreed to channel funds for harmonization through UNDP.

Suivi de la troisième conférence sur les PMA

CONTEXTE SOCIO POLITIQUE

L'environnement socio politique de la République Centrafricaine a été marqué, depuis la tenue de la troisième Conférence des PMA, par de multiples soubresauts politico-militaires (coup d'Etat avorté le 28 mai 2001, fronde militaire le 06 novembre 2001 et tentative de coup d'Etat le 25 octobre 2002). Ce dernier événement a provoqué de graves conséquences consacrant une partition du pays en zone sous contrôle de forces rebelles et zone sous contrôle de forces loyalistes.

Stabilité macroéconomique

Les difficultés d'aboutissement favorable des négociations avec la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International depuis 2001 ont laminé la crédibilité financière de l'Etat, le plaçant dans la quasi-impossibilité d'honorer ses engagements financiers vis-à-vis de ses partenaires financiers intérieurs et extérieurs. Le dialogue n'est pour autant pas rompu, le gouvernement poursuit ses efforts d'assainissement des finances publiques et de relance économique. Des actions de lutte contre la corruption ont été menées en 2002 et doivent se poursuivre. Un atelier sur la gestion des finances publiques, tenu en janvier 2003, a débouché sur un plan d'action qui préconise la restructuration et la re-dynamisation du secteur financier.

Lutte contre la pauvreté

L'élaboration du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) connaît une accélération avec les travaux de confection en cours des plans d'action sectoriels. Sa finalisation est attendue pour juin 2003 à l'issue de larges consultations. Une base de données socio-économiques par genre et zone géographique, prémisses d'un Observatoire de la lutte contre la pauvreté, a été mise au point.

De manière complémentaire, une mission exploratoire pour la mise en place du programme LICUS (Low Income Countries Under Stress) est projetée pour un avenir très proche. Elle vise l'identification des défis majeurs qui contrarient le développement du pays et des domaines d'intervention qui permettraient avec l'appui de la communauté internationale d'obtenir des résultats rapidement visibles.

Lutte contre le SIDA

La lutte contre cette pandémie a été redynamisée à travers diverses initiatives. Le dispositif institutionnel de son pilotage a été restructuré et renforcé. Une vaste campagne de sensibilisation a couvert la quasi totalité du pays. L'innovation stratégique porte sur l'implication massive des

ONG et d'autres partenaires relais dont celui du réseau des maires de la République Centrafricaine pour privilégier les actions de proximité.

Secteurs sociaux

Pour rattraper le retard dans le secteur éducatif, un plan d'action Education pour tous a été élaboré. Dans le domaine sanitaire, le pays est maintenant doté d'un code d'hygiène qui fixe les normes à respecter, désormais, en la matière et un plan intérimaire de développement du secteur de la santé a été élaboré.

La promotion de la Bonne Gouvernance

Le résultat le plus significatif obtenu dans ce domaine porte sur l'élaboration d'un Programme-Cadre de Bonne Gouvernance suivant une approche participative. Diverses autres initiatives pertinentes ont été prises, dont une loi anti-corruption, l'évaluation des arriérés de salaires et la construction d'un système informatisé d'information et de gestion du personnel de l'Etat, dit Fichier Unique de Référence en Centrafrique « FURCA ». D'autres travaux ont été réalisés en faveur du secteur privé, à savoir trois études sur : i) un mécanisme de concertation entre les secteurs public et privé ; ii) la création d'un guichet unique pour doper la création de nouvelles entreprises et ; iii) la mise en place d'une base de données pour le secteur privé.

Comme stratégie de sortie durable de la crise en cours, les principaux acteurs de la vie socio-politique ont opté en faveur d'un Dialogue National sans exclusive dont les contours et le contenu sont encore en discussions.

Restructuration des Forces de défense et sécurité

A la faveur des derniers développements politico-militaires, le pays s'oriente vers une nouvelle approche définie dans un cadre régional axée sur la démobilisation, le désarmement et la réinsertion. Pour guider ces actions, une lettre de politique appropriée sera élaborée sous peu dans le cadre d'un partenariat international.

Agriculture, Forêt et énergie

Le pays s'est doté d'un Plan Directeur Agricole (PDA) qui devrait permettre d'accroître et de diversifier les productions agricoles, d'augmenter les revenus et de lutter contre la pauvreté en milieu rural. Un plan national d'action environnementale a été mis au point pour une gestion rationnelle des ressources naturelles. Pour la première fois, les autorités se proposent de lancer une vaste réflexion sur i) la production énergétique afin de l'ajuster aux besoins et ii) sur les moyens de favoriser la promotion de l'énergie en milieu rural et défavorisé.

Contribution du Bureau du PNUD/Sénégal à la mise en œuvre du Programme d'Actions en faveur des Pays les Moins Avancés (PMA)

I- Contexte du Développement

Le Sénégal a une superficie de 196.722 km². Il est limité au Nord par la Mauritanie, à l'Est par le Mali, au Sud par la Guinée Bissau et la Guinée Conakry et à l'Ouest par l'Océan Atlantique. Il compte 11 régions administratives, 35 départements et 320 communautés rurales.

Selon le Rapport Mondial sur le Développement Humain, avec un IDH de 43,3% (calculé sur la base de données de 1999) en 2002, le Sénégal occupe le 154^{ème} rang sur 173 pays.. Sa population est estimée à 9.582.542 millions d'habitants en 2000 et croît au taux annuel de 2,7%. En 2002, le Sénégal a organisé le troisième recensement de sa population.

Depuis l'année 2000, le pays est classé dans la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA). Son revenu national brut par tête en termes constants a atteint 256.168 FCFA soit environ 356\$US en 2001.

A la suite de la dévaluation du franc CFA de janvier 1994, l'économie sénégalaise a renoué avec la croissance, le PIB réel ayant crû de 2,9% en 1994 et de plus de 5% par an en moyenne entre 1995 et 2001. Toutefois, ces performances économiques enregistrées n'ont pas contribué à améliorer significativement les conditions de vie des populations et à réduire substantiellement la pauvreté

Sur la base d'une ligne de pauvreté correspondant à une consommation de 2400 calories par personne et par jour, la première enquête budget consommation (ESAM-I) a permis d'évaluer la proportion des ménages en dessous du seuil de pauvreté à 57,9% en 1994. Les premiers résultats du QUID évaluent cette proportion à 53,9% en 2001.

II – Appui du Bureau du PNUD à la mise en œuvre du Programme d'Actions en faveur du Sénégal comme PMA

Le Sénégal a initié en 2000 après l'adoption de son document intérimaire, un processus participatif de préparation d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance redistributrice et la satisfaction des besoins de base des populations pauvres. Le consensus autour de cette stratégie met l'accent sur la nécessité d'une mobilisation des décideurs politiques, des acteurs nationaux et des partenaires au développement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion à travers l'établissement d'un lien étroit entre la réduction de la pauvreté, les progrès économiques et le renforcement des capacités.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'appui du PNUD qui, conformément à son cadre de coopération pays (CCP) 1997/2001 et celui de 2002/2004, a concentré l'essentiel de ses efforts dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté. Cet appui s'est axé sur :

A. La mise en Place d'un Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP) entre 1997 et 2001 qui a appuyé l'élaboration du DSRP dans :

1. **les enquêtes de perceptions:** Il s'est agi de deux enquêtes, l'une quantitative et l'autre qualitative menées dans le cadre du processus du DSRP dans l'ensemble des dix régions du Sénégal. Elles ont été entièrement financées par le PNUD
2. **Les consultations régionales :** Ces consultations ont été cofinancées par le PNUD (pour six régions) et par les autres partenaires (pour les quatre autres régions). Elle se sont déroulées sous formes d'ateliers régionaux ont permis d'affiner la compréhension du profil de la pauvreté à partir d'une analyse fine du contexte spécifique de chaque région, de faire une revue participative des politiques sectorielles dans chaque région, de faire le bilan des plans et programmes régionaux en rapport avec les objectifs de lutte contre la pauvreté.
3. **Le Séminaire de validation du DSRP :** En vue de valider les rapports sectoriels des différents groupes thématiques, le secrétariat du comité technique permanent du DSRP a rédigé un rapport provisoire. Fidèle à sa démarche participative, le comité technique permanent a convié en décembre 2001 un « Séminaire National de Synthèse et de Validation du DSRP » qui a vu la participation de tous les acteurs socio-économiques nationaux. Ce séminaire entièrement financé par le PNUD.
4. **Le Séminaire sur les mécanismes de suivi de la mise en œuvre du DSRP :** L'une des recommandations fortes du séminaire de synthèse et de validation du DSRP de décembre 2001 était de continuer la réflexion pour la définition d'indicateurs opérationnels devant servir d'instruments de suivi/évaluation d'une part, et d'un cadre de mise en œuvre de la stratégie nationale de mise en œuvre du DSRP. C'est le PNUD qui a appuyé l'organisation de ces assises nationales.
5. **L'Observatoire National sur la Pauvreté, les Conditions de Vie et le Développement Humain :** En vue de permettre un suivi efficace de la mise en œuvre du DSRP, le Gouvernement s'est engagé à mettre en place un observatoire national sur la Pauvreté, les Conditions de Vie et le Développement Humain. Cet observatoire sera en effet conçu comme un dispositif national, permanent et intégré de suivi/évaluation sur la pauvreté, les conditions de vie et le développement humain. L'appui du PNUD sera d'abord axé sur la mise en place d'une équipe pluridisciplinaire de consultants nationaux et internationaux qui a déjà démarré à la fin octobre 2002 le travail de conception de l'architecture et mise en place du système d'information de l'observatoire. Il s'agit là du premier jalon de l'appui du PNUD à la mise en œuvre du DSRP.

B. Concernant son septième cycle de coopération, le PNUD a d'accord partie Gouvernement mis en place une équipe de consultants qui est entrain de travailler à l'élaboration d'un document d'appui au programme (DAP) qui, selon ses termes de référence, serait axé sur la poursuite de l'appui à la lutte contre la pauvreté. Aussi, le PNUD est – il en train d'appuyer le gouvernement pour l'élaboration d'une seconde édition du Rapport National sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

C. Pour ce qui est de la Promotion de la Bonne Gouvernance, le PNUD a fini d'élaborer un Programme National de Bonne Gouvernance qui a été validé par le gouvernement et dont le DAP

est en cours de finalisation. Entre 1997 et 2002, l'appui du PNUD dans ce domaine s'est matérialisé par le soutien au Programme de Réforme du Secteur Public (PIRSP).

D. Aussi par d'autres actions du Programme, le PNUD appui le processus de décentralisation en cours dans le pays par le renforcement des capacités au niveau local.

E. Par d'autres actions plus ponctuelles, le PNUD travaille en collaboration avec d'autres partenaires à l'amélioration de la gestion des finances publiques et à une revue conjointe de la passation des marchés. En effet, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de développement ont entrepris avec le gouvernement du Sénégal une mission de revue des finances publiques qui comprend entre autres aspects une étude analytique du système de passation des marchés publics à laquelle le PNUD a apporté son appui par la mise à disposition d'un consultant.

SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION DE BRUXELLES, PMA III 2001 – 2010

A. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Une délégation représentative des diverses sensibilités de la société saotoméenne et formée de membre du Gouvernement, du Parlement et d' ONGs a participé à la Conférence de Bruxelles mais aucun engagement officiel n'a eu lieu pour le suivi des recommandations de la Conférence en question, ni au niveau du Gouvernement ni au niveau des ONGs.

En ce qui concerne notamment le Gouvernement, en raison de la mobilité des cadres et des changements de Gouvernements, suite à des élections législatives anticipées, il n'y a pas eu de suivi, bien qu'un point focal pour la Conférence ait été nommé formellement.

B. Malgré cela, quelques actions prises au niveau national s'inscrivent dans la ligne du suivi de cette Conférence et semblent importantes à signaler :

- **Mise en œuvre du DSRP**

Suite à un processus participatif, le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté a par le Gouvernement, Assemblée Nationale, Cadres de la fonction publique, Société civile et ONGs en décembre 2002, dans un atelier national de haut niveau. Sous la présidence de la Ministre du Plan et Finances, un Secrétariat permanent de coordination du DSRP a été mis en place pour la préparation, suivi et évaluation de la stratégie. Les réflexions sur la mise en œuvre des indicateurs pertinents de suivi de la pauvreté sont en cours et ceux sur les ODMs seront pris en considération simultanément.

- **Renforcement des capacités humaines et institutionnelles**

La bonne gouvernance étant aujourd'hui considérée comme le critère fondamental d'appréciation de la performance des gouvernements et des administrations et un facteur déterminant de la coopération internationale, le Gouvernement, sous tutelle de la Ministre du Plan et Finances, est en train de mettre en place un groupe interdisciplinaire, qui aura pour mission principale l'élaboration de programmes et projets en vue de la réalisation de toutes les réformes législatives, réglementaires et institutionnelles.

Sous financement de la BAD et gestion du PNUD, le Gouvernement a procédé à l'élaboration d'un programme d'appui au développement des ressources humaines, qui démarrera en avril 2003.

- **Diversification de l'économie et développement des secteurs porteurs**
Sur ce sujet, il faut mettre en évidence quelques activités réalisées et/ou envisagées dans le domaine du tourisme :
 - Avec l'appui du PNUD et exécution de l'OMT, le Gouvernement dispose, depuis mi-2001, d'un Plan National Stratégique du Tourisme.
 - Sur le thème « ECOTOURISME-CLE DU DEVELOPEMENT DURABLE », le Ministère du commerce, de l'Industrie et du Tourisme a organisé une semaine nationale du Tourisme, du 20 au 27 septembre 2002. Le Conseil National du Tourisme a pris ses fonctions à l'ouverture de la semaine et une conférence « Développement du Tourisme : un Impératif National » a eu lieu à cette occasion.

The DRC government has adopted a national Plan of Action (2001-2010), in accordance to the LDC-III POA. The national POA portrays the recent economic trends (decline of production, persistence of high inflation pressures, and weak linkages to world markets) and identifies obstacles to economic development (armed conflicts, poor physical infrastructure and human capital). The UNDP CO has been instrumental not only in the support provided to the government for the formulation of the POA, but also in the implementation of some of the actions identified. The priorities set out in the CO programme are consistent with those set out in I-PRSP and other national programmes (Emergency Multi-sectorial Programme for Reconstruction and Rehabilitation). They can be grouped into three domains: governance, poverty alleviation, and crisis prevention and resolution.

I. Governance:

a) Building capacities for development management

The UNDP contribution focuses on: (a) modernizing the public services and streamlining procedures; (b) building national capacities for policy, strategy and programme elaboration; (c) supporting the Government in coordinating efforts to mobilize resources for the implementation of EMRRP 2003-2005; (d) support for the competitiveness of the national economy, particularly in the sector of small and medium-sized enterprises and industries, through the promotion of productivity factors (quality and new information and communication technologies (ICTs)); and (e) promoting access to ICTs in order to ensure more efficient public services and a streamlined management of urban areas with the participation of inhabitants.

b) Promotion of peace

UNDP supports: (a) the promotion of the peace process through work at the community level; (b) the electoral process and the establishment of democratic institutions; (c) the promotion of local governance in support of the decentralization process; and (d) the promotion of a culture of human rights.

II. Poverty alleviation

Contribution to poverty reduction

The CO programme seeks to provide support for: (a) drafting of the final PRSP; (b) establishing a poverty monitoring unit and developing poverty monitoring indicators; (c) implementing development policies, plans and strategies through sectoral consultations in basic social services (health, education, housing, employment and environment); (d) establishing pilot programmes in self-

management in urban and rural areas, and introducing tools and structures designed to ensure that they are sustainable and can be replicated on a larger scale; and (e) advocacy through the dissemination of the National Human Development Report by ensuring greater involvement of development partners (civil society, universities and research centres).

Support for the fight against HIV/AIDS

The UNDP contribution is in the following areas: (a) assisting the Government in the implementation of policies and plans to combat HIV/AIDS; (b) strengthening the institutional framework established to combat the pandemic; (c) providing support for the holding of sectoral consultations in the fight against the pandemic; and (d) generating synergies and complementarities among development partners through forums for joint debates such as the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS.

III. Crisis prevention and resolution strategies

Demobilization, disarmament, Reconstruction, rehabilitation and reintegration

UNPD assistance in the area of crisis prevention and resolution focuses on: (a) support for the reintegration and socio-economic resettlement of displaced persons and former combatants; (b) rehabilitation of basic social infrastructure (health centres or health infrastructure, schools, drinking water sources, agricultural feeder roads and community welfare centres) in areas affected by wars or disasters; (c) building the capacities of national crisis and natural disaster prevention agencies; and (d) community capacity-building in areas stricken by conflict or natural disasters.

Le Suivi de la IIIe Conférence sur les PMA

Introduction

Le contexte social, économique et politique du Burundi est caractérisé par la volonté des acteurs politiques burundais et de la communauté internationale pour mettre fin aux conflits qui déchirent le pays depuis une décennie et reconstruire le pays. Malgré le contexte de crise un certain nombre d'actions ont pu être entreprises dans le cadre du suivi de la 3^{ème} conférence sur les PMA notamment en termes de politiques. Cette note s'articule autour des engagements de Bruxelles.

Engagement no 1 : Encourager une action axée sur la population

Le Burundi a formulé un cadre stratégique intérimaire de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP-I) avec la participation de la population et des partenaires au développement. Le CSLP-I tient compte du contexte de crise que vit le pays à travers les 6 axes prioritaires que sont : la promotion de la paix et de la bonne gouvernance ; la promotion d'une croissance économique saine favorable à la réduction de la pauvreté ; le développement de l'accès aux services sociaux de base ; la réinstallation et la réinsertion des sinistrés du conflit et des groupes défavorisés dans le circuit économique ; la lutte contre le VIH/SIDA et les IST ; la promotion de la participation de la femme au développement. De même, un programme social d'urgence du CSLP-I a été élaboré et présenté aux bailleurs de fonds pour financement. Afin de créer un environnement favorable à l'accès aux ressources par les pauvres, une politique de micro -finance a également été formulée.

Engagement no 2 : Bonne Gouvernance au niveau national et international

Sur le plan politique, en terme d'application de l'accord de paix d'Arusha pour la paix et la réconciliation nationale, le Gouvernement a mis en place, avec l'appui de la communauté internationale un cadre institutionnel et constitutionnel de transition devant conduire vers les élections démocratiques. Dans ce cadre, une constitution de transition, un gouvernement de transition, un parlement de transition, un sénat de transition ont été mis en place ainsi que des commissions prévues par l'accord en vue d'accompagner et de garantir la mise en application de l'accord dans un esprit de réconciliation. Les négociations de cessez le feu ont été entreprises et ont abouti à la signature d'accords avec 3 des 4 mouvements armés. Par ailleurs, un programme national de bonne gouvernance a été formulé avec 3 composantes : la gouvernance démocratique, la gouvernance économique et la gouvernance administrative. Des programmes opérationnels d'appui aux institutions de transition, à la société civile, des programmes de renforcement des capacités institutionnelles pour les réformes et politiques économiques, la gestion transparente des ressources sont en cours avec l'appui des partenaires au développement.

Engagement no3 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles

Une politique nationale de population a été formulée et un programme national de santé de reproduction est en cours d'exécution. Des mesures publiques visant à améliorer l'accès aux services de santé ont été prises notamment la détaxation des médicaments essentiels. Une politique de mise en valeur de la médecine traditionnelle a également été mise en œuvre. La lutte contre le VIH/SIDA est devenu une grande priorité dans les politiques nationales de développement. En effet, un programme national de lutte contre le VIH/SIDA a été élaboré et présenté aux bailleurs de fonds pour financement. De même, des plans stratégiques sectoriels et provinciaux. Au niveau institutionnel, un ministère spécifiquement chargé de la lutte contre le VIH/SIDA a été créé. Concernant l'éducation, un plan d'action national sur l'éducation a été élaboré afin de remonter les taux de scolarisation fortement touchés par la crise et de replacer le programme dans une optique d'éducation universelle pour tous dont l'horizon a été fixé à 2010.

Engagement n0 4 : Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation

Des efforts pour créer un environnement favorable pour bénéficier de la mondialisation ont été entrepris notamment à travers la formulation de stratégies nationales pour la promotion de nouvelles technologies de l'information et de la communication et d'un cadre intégré du commerce.

Engagement no6 : Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement

Des études pertinentes ont été menées : l'étude de vulnérabilité aux changements climatiques et une étude d'allègement qui doivent conduire à l'élaboration d'un programme d'actions pour l'adaptation aux changements climatiques.

Engagements no7 : Mobiliser des ressources financières.

Le processus Table Ronde a été redynamisé au cours des 2 dernières années en vue de la reprise de la coopération internationale et la mobilisation des ressources financières pour accompagner le processus de paix au Burundi. Dans ce cadre, une conférence des bailleurs de fonds a été organisée à Paris en 2000 sous l'égide du médiateur Nelson Mandela et avec l'appui technique du PNUD et de la Banque Mondiale. Deux conférences de Table Ronde ont été organisées à Genève respectivement en décembre 2001 et en novembre 2002 ainsi qu'une consultation thématique sur le Cadre Stratégique Intérimaire de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté. Ces Tables Rondes ont permis d'amorcer et de maintenir le dialogue entre le Gouvernement et ses partenaires au développement et en même temps de mobiliser des ressources qui avoisinent 1 milliard de dollars des Etats Unis.

Mauritanie : Suivi de la mise en œuvre du Programme d'Action de Bruxelles 2001-2010 (PMA III)

Engagement 1 : Engager une action en faveur de la population

La Mauritanie avait adopté un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) en février 2001, soit avant la tenue de la conférence. Le parlement Mauritanien a adopté le CSLP dans le cadre d'une loi novatrice d'orientation pour la lutte contre la pauvreté. Cette loi fait de la Lutte contre la Pauvreté la priorité absolue de la nation. La loi engage également le Gouvernement à définir des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté afin de mieux cibler les populations pauvres qui se retrouvent essentiellement dans le milieu rural. Le CSLP repose sur quatre axes stratégiques majeurs : **(i)** l'accélération de la croissance économique, **(ii)** l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres, **(iii)** le développement des ressources humaines et l'expansion des services sociaux de base, et **(iv)** la promotion d'un développement institutionnel et d'une bonne gouvernance. Le CSLP s'inspire des objectifs de développement formulés lors des conférences internationales. Il se réfère notamment à la plupart des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD.) Bien que demeurant un pays à faible niveau de développement humain (IDH de 0,438, correspondant au 152^e rang sur les 173 pays classés par le RDH 2002), la Mauritanie réussissait déjà à faire reculer la pauvreté monétaire avant même la mise en œuvre du CSLP. Cette réduction de la pauvreté se fait au rythme d'un point de pourcentage par an en moyenne puisque l'incidence de la pauvreté est passée de 56,5% en 1990 à 46,3% en 2000. Les années 2001 et 2002 ont été les deux premières années de mise en œuvre du CSLP. Celle-ci n'y a pas rencontré de difficultés majeures. La croissance a été de 5% en 2001 et de 4,2% en 2002. L'année 2002 a enregistré deux faits qui pourraient s'avérer déterminants dans l'accélération de la réduction de la pauvreté : l'atteinte du point d'achèvement du processus PPTE et la découverte de gisements d'hydrocarbures dont l'exploitation devrait démarrer en 2005.

Engagement 2 : Bonne gouvernance : La Mauritanie s'est dotée d'institutions démocratiques pluralistes dans le cadre de la constitution du 20 Juillet 1991. Depuis lors, le calendrier des échéances électorales a été régulièrement respecté. Le processus d'apprentissage pour cette jeune démocratie a connu un développement encourageant en octobre 2001 avec l'organisation d'élections législatives et municipales dans des conditions de transparence saluées par la plupart des observateurs. Ces élections avaient bénéficié dans leur préparation d'un appui technique du PNUD. La plupart des améliorations apportées à l'organisation des élections avaient été recommandées par le PNUD à l'occasion de cet appui. Ce scrutin s'est déroulé sur la base d'une carte nationale d'identité informatisée et infalsifiable et d'une liste électorale établie à partir du même fichier. Ce climat démocratique général influe favorablement sur l'évolution du pays.

Ainsi, des « Eléments d'un Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) » ont été formulés en 2002 avec l'appui du PNUD comme unique bailleur de fonds. Le PNBG inclut en particulier des mesures visant l'amélioration de la gestion des ressources publiques et la modernisation de l'administration. Le nouveau cycle de programmation du PNUD pour la période 2003-2008 retient l'appui à la bonne gouvernance comme axe prioritaire. Ainsi un DAP pour la mise en œuvre du PNBG pour la période 2003-2005 vient d'être approuvé par un CLEP.

Engagements 3 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles : Le premier rapport sur le suivi des OMD en Mauritanie, que les agences du SNU viennent de faire paraître sous le leadership du PNUD, souligne les progrès accomplis par la Mauritanie au niveau des secteurs sociaux notamment en matière d'éducation y compris pour les filles (le taux brut de scolarisation en 2000 était de 84,4%, le taux net de 65% et le ratio filles/garçons dans le primaire était de 0,92. Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans est passé de 45,8% en 1990 à 64,6 en 2001 et tout indique qu'il se serait encore amélioré en 2002), d'accès à l'eau potable et d'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles. Dans ces trois domaines (cibles 3, 10 et 11) ainsi que dans les domaines de la pauvreté, de la faim et de l'égalité des sexes (cibles 1, 2 et 4), la Mauritanie, sur la base des données 2000/2001 est *on track*.

Cependant, le rapport met l'accent sur les efforts qui restent à accomplir dans le domaine de la santé. En effet, la Mauritanie est *off Track* pour les quatre cibles OMD de la santé (cibles 5, 6, 7, et 8.)

Dans le domaine des infrastructures de base, une agence d'accès universel aux services de base a été créée en 2001 et dotée de ressources conséquentes. Une agence de l'eau a été mise en place en 2002. Un nouveau programme d'infrastructures scolaires a démarré. Il couvre la période 2001-2010.

Engagement 4 et 5: Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation : La Mauritanie avait été désignée en mars 2001 comme pays pilote de l'initiative du Cadre Intégré (CI) pour le commerce. Dans ce cadre, une stratégie commerciale a été adoptée en fin 2001 avec l'appui des agences du CI dont le PNUD fait partie. Cette stratégie a débouché sur un plan d'action approuvé en 2002 et intégré au CSLP. Son financement a fait l'objet d'une table ronde organisée en novembre 2002.

Les efforts de diversification de la base productive ont abouti à l'adoption d'une stratégie de développement du tourisme en 2002 et à la formulation d'une stratégie de développement industriel. Ces deux activités ont été appuyées par le PNUD avec le soutien technique de l'OMT et de l'ONUDI. Le démarrage de l'exploitation pétrolière précitée devrait y contribuer également.

Engagement 6 : Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement : Le développement de la Mauritanie est en butte à deux contraintes environnementales majeures : la sécheresse et la désertification. Avec plusieurs années de retard, le processus de formulation de la stratégie environnementale multisectorielle, prévue depuis la conférence de Rio de 1992, a été effectivement engagé en 2002. Cependant, la mise en place d'un Contingency Plan fait défaut. Ce plan contribuerait à atténuer les effets des crises de sécheresse comme celle survenue en 2002, sur les populations.

Engagement7 : Mobiliser des ressources financières : En plus des deux autres faits marquants survenus en 2002 et déjà cités, à savoir l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE et l'organisation de la table ronde sur le commerce extérieur, le quatrième Groupe Consultatif pour la Mauritanie s'est réuni à Paris en décembre 2001. Au cours de cette réunion, les bailleurs de fonds ont réaffirmé leur soutien à la stratégie de lutte contre la pauvreté adoptée par la Mauritanie en 2001 et se sont engagés à apporter le montant de 412 millions de dollars recherché pour le financement du Programme d'Investissement Public (2002-2004) qui découle de cette stratégie.

Suivi de la mise en œuvre du Programme d'Action

2001-2010 (PMA III)

Les arrangements institutionnels

Faisant suite à la participation de la délégation Bissao-Guinéenne issue de toutes sensibilités, le Gouvernement a pris l'engagement d'assurer le suivi des recommandations de la Conférence de Bruxelles. Mais l'environnement socio-politique du pays a été marqué par l'instabilité institutionnelle qui n'a pas permis la mise en place d'un comité de Suivi. Pour cette raison, et cause de la mobilité des cadres, le Comité de Suivi n'a pas été officialisé et le point focal formellement désigné. La Direction Générale du Plan envisage de prendre les dispositions requises pour la constitution du comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations du programme d'Action 2001/2010 pour les PMA.

L'exécution des engagements du partenariat

Engagements 1 : La Guinée-Bissau a élaboré un document intérimaire stratégique de réduction de la pauvreté (DiSRP ou DENARP selon la terminologie locale) dans le cadre d'un processus participatif impliquant la société civile, les régions, les ONG, le gouvernement avec l'appui des partenaires de développement, en particulier du NUD dans le cadre du Programme National de Renforcement des Capacités de la bonne Gouvernance. L'enquête qualitative financée par le PNUD et l'enquête de base quantitative pour l'évaluation du profil de la pauvreté, financée par la Banque Mondiale fournissent les indicateurs de pauvreté et l'analyse sur les facteurs de pauvreté nécessaires à la finalisation du DSRP.

Engagements 2 : Le Gouvernement a procédé au diagnostic des capacités humaines et institutionnelles du Pays en 2001 dans le cadre d'élaboration du Programme National de la bonne Gouvernance (PNG). Le PNUD a appuyé le processus participatif d'élaboration du PNG déjà finalisé et validé le 14/02/2003 avec la participation de toutes les sensibilités de la société bissao-guinéenne et les bailleurs des fonds. Mais la mauvaise gestion financière est décriée par l'ensemble des partenaires, ce qui a conduit à l'arrêt l'exécution du Programme mise en œuvre avec l'appui des institutions de Bretton Woods dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance. Ainsi la Guinée-Bissau malgré son éligibilité à l'initiative PPTE, n'a pu bénéficier des allègements de dette prévus par ce mécanisme.

Engagements 3 : Le Programme National de la bonne Gouvernance (PNG), participe partiellement à ce renforcement des capacités. Mais le déficit initial des capacités est tel qu'il est déploré par l'ensemble des partenaires et sont à la base de certaines faiblesses identifiées dans l'application des politiques macro-économiques.

Engagements 4 : Le pays s'est doté d'une Lettre Politique de développement agricole (LPDA), actualisée pour prendre en compte l'engagement du plan d'action des PMA de Bruxelles, et faisant de la sécurité alimentaire un des objectifs important pour le pays. Un document de politique dans le domaine des infrastructures a été élaboré au niveau national avec l'appui de l'Union européenne et du PNUD.

Engagements 5 : Les capacités de diversification des exportations de la Guinée-Bissau restent inexploitées. Les politiques sectorielles définies tentent de donner une place plus grande au tourisme et à l'industrie de la pêche.

Engagements 6 : Des documents ont été élaborés avec l'appui des partenaires : le Plan National de Gestion Environnemental a été validé par un atelier national en 2002 ; un document sur Stratégie et Plan d'Action pour la Biodiversité en Guinée-Bissau a été aussi élaboré.

Engagements 7 : La situation socio-économique est préoccupante, compte tenu de la faible mobilisation des recettes budgétaires et du caractère saisonnier des plus importantes d'entre elles (droits de pêche recettes d'exportation des noix de cajou). La conséquence en est une accumulation des arriérés internes, tant vis-à-vis des fonctionnaires que du secteur privé. La Guinée-Bissau fonde beaucoup d'espoir dans l'organisation d'une table ronde des partenaires de développement pour l'aide à financer son développement à moyen et long terme. Le PNUD appui à la préparation de documents techniques. Mais le pays souffrent d'un déficit de crédibilité qui peut gêner la mobilisation des ressources financières.

THE GAMBIA

1. Resource mobilization: UNDP assisted the government in preparing a Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP). The preparation of the PRSP provided a framework for collaboration and partnership among various development partners resulting in the Round Table Conference in Geneva in September 2002. The Plan of Action for the Implementation of the PRSP was generously received by the development partners resulting in a pledge of \$115 million. The finalization of the PRSP has not only rekindled the interest of the development partners in the Gambia's development agenda, but it has also qualified The Gambia for debt relief.

Currently, HIPC funds are being released to finance The Gambia's poverty reduction initiatives, particularly in the social sectors.

2. Strengthening democratic governance institutions: The institutions created as a result of UNDP's contribution facilitated the linkage between the communities and the divisional councils, resulting in enhanced local participation in decision making and the development process. UNDP's intervention also created civic awareness of local government administration.

In the area of capacity building, the communities demonstrated a great sense of ownership of their development process by getting involved in local government administration, project cycle management and formulation of Community Action Plans. In addition, UNDP facilitated the training of members of the National Assembly in participatory decision making, monitoring and evaluation techniques and pro-poor budgeting, thus enabling them to critically assess and debate the effect of the national budget on the poor.

Most notably, UNDP's governance programme facilitated the smooth conduct of Presidential, Parliamentary and Municipal elections.

3. Environment: UNDP-funded environment projects in The Gambia have contributed to decentralization through building capacities at the local level. This participatory approach focusing on women and youth has encouraged self-reliance and local governance. The project has also promoted private sector development and created employment opportunities. This has occurred through community engagement in construction of wells, bore holes and rehabilitation works.

Suivi de la mise en œuvre du Programme d'Action de Bruxelles 2001-2010 (PMA III)

Mécanisme de suivi

Le Cap Vert n'a pas mis en place un mécanisme de suivi formel du Programme d'Action de Bruxelles. Mais de nombreuses entités administratives, notamment les cabinets du Premier ministre et du ministre des finances et la direction de la coopération internationale, suivent dans leurs activités courantes l'évolution de la situation du Cap Vert au sein des PMA.

Mise en œuvre des sept engagements du cadre de partenariat

- **Engagements 1** : Le Cap Vert a obtenu en 2002 un arrangement triennal avec le FMI dans le cadre de la Facilité de la Réduction de la Pauvreté et de la Croissance (PRGF). Le Document intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DiSRP) qui a été élaboré dans ce cadre met l'accent sur l'intégration des pauvres dans l'économie, l'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux de base (éducation, santé et nutrition, fourniture de l'eau potable et de l'assainissement) et l'amélioration de la qualité de l'habitat.
- **Engagements 2** : Le Cap Vert se distingue par la qualité de sa gouvernance démocratique. L'alternance politique s'y déroule sans heurts. Le gouvernement accorde aussi une grande attention aux questions de la décentralisation, notamment des neuf îles habitées. Si les performances économiques sont dans l'ensemble bonnes, des faiblesses dans la gestion budgétaire ont cependant été identifiées dans le cadre de l'évaluation en cours de la gestion des finances publiques (CFAA) et de la revue des dépenses publiques faites avec l'appui de la Banque Mondiale, des Pays Bas et de l'Union européenne. Dans ses axes de coopération avec le Cap Vert (UNDAF), le Système des Nations Unies prévoit dans le domaine de la bonne gouvernance des appuis à la promotion des Droits Humains et de l'Enfant y incluant la suppression des inégalités selon le genre, au processus de la réforme administrative et de la décentralisation, et à la bonne gestion de l'économie et du Développement.
- **Engagements 3** : Les actions majeures dans le renforcement des capacités ont trait à la formulation et le suivi des politiques. Le PNUD

appuie le Gouvernement à la constitution et à la promotion d'une force de proposition des politiques de développement à moyen et long termes à travers l'organisation d'un forum de haut niveau en avril, peu avant la consultation-table Ronde avec les partenaires de développement, sur le thème « Construire un Consensus National pour les Transformations du Cap Vert ». Parallèlement, le PNUD assiste le Gouvernement à mettre en place un secrétariat Technique d'Appui au Développement qui assurera, entre autres, le suivi des Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM). Le PNUD prévoit aussi, dans le cadre de son programme de pays 2003-2005, d'appuyer le Gouvernement à élaborer et un programme de Décentralisation qui vise principalement le renforcement des capacités des municipalités, afin qu'elles soient plus à même d'assurer les fonctions qui leur sont destinées dans le cadre de la politique nationale de décentralisation.

- **Engagements 4 et 5** : Le Cap Vert fonde ses espoirs de développement, comme le mentionnent les Grandes Options du Plan (GOP) le programme national de développement (PND) sur le développement des services (transports aériens et maritimes, tourisme, finance) industries légères et de la pêche. Il s'agit d'aider à la définition des stratégies pouvant assurer une insertion avantageuse du Cap Vert dans ces différents secteurs, d'autant plus que ce pays cherche à saisir les opportunités qu'offre la globalisation de l'économie. Le PNUD accompagne cette réflexion à travers son appui à l'organisation d'un forum de haut niveau et de la consultation d'avril 2003.
- **Engagements 6** : Le Cap Vert est très vulnérable de par la faiblesse et l'instabilité de sa production agricole qui reflètent à la fois la faible quantité des terres arables (le dixième du territoire), la sécheresse chronique, le manque d'eau et la fragilité des écosystèmes. Le Gouvernement capverdien, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le PNUD ont élaboré un projet sur la gestion intégrée et participative des Ecosystèmes dans les Aires Protégées. Ce projet qui a déjà été approuvé par l'Assemblée générale du FEM suit son processus d'approbation par les différentes parties impliquées. En 2001, le PNUD avait déjà assisté le Gouvernement dans l'élaboration du programme national de l'environnement (PANA I) qui intègre l'environnement dans le contexte de lutte contre la pauvreté. Le PANA II est en cours d'élaboration avec l'appui de plusieurs partenaires bilatéraux, notamment la Hollande, le Luxembourg, la France et l'Autriche.
- **Engagements 7** : Le Cap Vert tout en étant un PMA, n'est cependant pas éligible à l'initiative PPTTE, compte tenu de la faiblesse relative de sa dette extérieure. La bonne mise en œuvre de son programme avec les institutions de Bretton Woods ouvre des perspectives intéressantes pour l'obtention des financements à des conditions concessionnelles. La réunion des partenaires de partenaires de développement programmée pour avril avec l'appui du PNUD et de la Banque Mondiale contribuera à

mobiliser quelques ressources financières en vue de la mise en œuvre des grandes options du développement du Cap Vert.

Advocacy and Policy Dialogue

UNDP's work on advocacy and policy dialogue HAS focused on four areas, namely, Poverty Reduction Strategy, the need for an Integrated Recovery Programme, the need for a common understanding among stakeholders on the concept of decentralization and, finally, facilitating the work of NGOs in Eritrea.

The contribution of UNDP in the areas of Poverty Reduction and Recovery are well elaborated under sections (c) and (d) below. In the area of decentralization, at the request of the Ministry of Local Government (MoLG), UNDP provided assistance of an expert for the preparation of a concept paper. The concept paper was to be used by the MoLG for internal consultations with relevant stakeholders. During the year the issue of decentralization has been high on the agenda, but essentially discussed within the Government circles. UNDP and UNCDF supported a pilot programme as a forerunner for the full implementation of Government's policy on decentralization in the Anseba Region. This offers an opportunity to share with Government officials alternative approaches based on experiences elsewhere. In general, NGOs in Eritrea operate under an environment of uncertainty. A few months before the war broke out in May 1998, all international NGOs, except a few ones, ceased operations in Eritrea when the Government imposed difficult conditions on their operations in the country. However, in 1999, in view of huge need for emergency assistance, the Government invited the international NGOs back to take part in the delivery of humanitarian assistance in Eritrea. Over 35 NGOs are now active, essentially in relief, and, to a lesser extent, in recovery activities. UNDP has used through its Post War Eritrean Recovery Programme 11 international and 2 national NGOs as implementing agencies. In 2002, the Government requested all NGOs involved in mine action, except one, to leave the country. The reasons given by the Government were that they were slow and not cost effective in demining, which was critical for the return of IDPs. The UN R/HC and UNDP senior staff arranged for several consultations at various levels of Government, including a meeting with the Head of State to seek an equitable resolution of the problem. Although the outcome was that the Government decision remained unchanged, the effort was appreciated by all parties. One of the important advocacy areas for UNDP remains that of engaging the Government in a dialogue to define a clear policy on NGOs in Eritrea.

Linkages

the Government and UNDP agreed that preparation of the Interim PRSP and the Food Security Strategy, both supported by UNDP, be done in

tandem. Special attention was paid to ensuring that the detailed questionnaire for the Household Living Standard and Measurement Survey included all relevant information on the food situation at the household level. As indicated in our ROAR for 2001, UNDP support to the IDPs and expellees who are among the most vulnerable groups in Eritrea, has a direct linkage with the overall objective of poverty reduction. In 2002, UNDP assistance resulted in the rehabilitation of 2100 houses, 16 schools, 7 health facilities, 11 water supply structures. It also provided basic means for sustainable livelihoods to 3,700 IDP households. Since the IDPs are overwhelmingly composed of women and children, the majority of those who received assistance under the sustainable livelihoods component of the recovery programme are essentially women-headed households. UNDP's five-year programme in support of Government's decentralization policy in partnership with UNCDF, has a direct linkage with poverty reduction and 2002 witnessed the laying of foundations for the implementation of the programme. Concrete results will be achieved from 2003 onwards. Mainstreaming gender into UNDP programmes and UN interventions under UNDAF remains a major challenge. Under the 2003 RC Workplan, it has been agreed to establish a UN Task Force to propose practical ways and means for mainstreaming gender in UN supported programmes.

Partnerships

The formal launch of UNDAF (2002-2006) in May 2002 laid a solid foundation for forging partnerships among UN agencies for joint/collaborative programmes. UNDP played a major role in coordinating and finalizing UNDAF. The UNDAF process was conducted in a manner that ensured full ownership by the Government. Unlike the CCA, which was all inclusive, at the request of the Government, the UNDAF process remained an exercise confined essentially to the UN and the Government. However, the UN Country Team arranged for a full briefing of the partners prior to the formal launching of UNDAF. It was also agreed that interested partners could be co-opted into the Thematic Groups and Thematic Sub-Groups established under UNDAF. In the area of Poverty Reduction, UNDP acted promptly to bring an experienced expert to Eritrea to assist the Government in formulating a programme for a comprehensive poverty assessment leading to the preparation of an Interim Poverty Reduction Strategy. UNDP, the World Bank and UNFPA jointly financed the resulting programme. In the area of Recovery, UNDP and UNHCR together with International Cooperation Macro-Policy and Economic Coordination (ICMPEC), as co-chairs of the UNDAF Thematic Group on Recovery, worked closely together to develop a joint Government/UN strategy on Recovery. This laid the ground for a comprehensive assessment of needs involving several task forces and the preparations for a Needs Appraisal and Programme Formulation Mission that was conducted in January 2003 with the participation of experts from USAID, Netherlands and Norway. Among UN agencies, UNICEF played an active role as a member of the Recovery Thematic Group. A major task ahead for UN agencies

involved in this programme (UNDP, UNHCR and UNICEF) is to build on emerging partnerships with key bilaterals (Norway, Netherlands, USAID, Italy, etc) to mobilize the resources required for the programme. Another area worth mentioning is the partnership between the World Bank and UNDP in the implementation of the Demobilization and Reintegration Programme. While the World Bank is the lead agency in coordinating support of partners to the Multi-Donor Trust Fund, UNDP has played a key role in the design of the social and economic reintegration component of the programme. The actual implementation of the DRP has been very slow. Out of 70,000 ex-soldiers planned to be demobilized in 2002, only about 12,000 consisting mainly of female ex-soldiers have so far been demobilized. In 2002, UNDP, with limited funding (US\$ 580,000) from USAID, has provided critical technical assistance to the Commission in charge of the implementation of DRP to better prepare the details of different sub-components of the programme. This is much appreciated by the partners.

In the area of Mine Action, UNDP is the leading agency for support to building national capacity. In 2002, UNDP formulated a major programme in this area in cooperation with UNMEE-MACC and UNDP's BCPR. The programme, requiring about US\$4.2 million, has received funding from EU, Norway, Canada, Netherlands and UK. There is regular consultation and exchange of information among all the partners regarding the implementation of the programme.

Contribution du PNUD Mali à la mise en œuvre du Programme d'action PMA III

Après une contribution nationale et une participation appréciable à la Troisième conférence des Nations Unies sur les PMA le Mali a mis en place un comité national de suivi de la mise en œuvre du Programme d'Action 2001-2010 présidé par le Ministère de l'Economie et des Finances et composé des structures nationales, des Organisations et de la Société Civile et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dont le PNUD assure le leadership. Ainsi, au cours de l'année 2002, plusieurs actions se sont inscrites en droite ligne de la mise en œuvre du programme d'action 2001-2010 conformément aux différents engagements pris dans la déclaration de Bruxelles.

Engagement 1 : Encourager une action axée sur la population : Le PNUD a contribué à l'élaboration du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP ou PRSP) qui a été finalisé en mai 2002. La stratégie du PNUD a consisté à assister les autorités nationales à travers la mise à disposition d'une expertise nationale et internationale pour une meilleure prise en compte des dimensions Développement Humain Durable dans tous les axes du CSLP. En outre, pour mener à bien la mise en œuvre du CSLP, le PNUD a appuyé le gouvernement à travers le Programme Cadre de Renforcement des Capacités Nationales pour une Gestion Stratégique du Développement (PRECAGED) l'élaboration d'un Plan National de Formation destiné aux structures de planification et de gestion du développement.

Engagement 2 : Bonne gouvernance au niveau national et international. Le Mali a fait ses élections législatives et présidentielles en 2002. Dans ce cadre, le PNUD a joué le rôle de leader dans l'appui au processus électoral. En effet, l'action du PNUD a visé la sensibilisation en direction des organisations de la société civile, la formation des agents électoraux et la mise à disposition des observateurs nationaux et internationaux et cela à travers un trust fund avec plusieurs donateurs.

Au niveau de la gestion du développement, le PNUD a financé et coordonné l'élaboration du « Manuel de Programmation et de Suivi des Investissements Publics » devenu une référence pour la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) En outre, des sessions de formations sur ce manuel ont déjà été menées en faveur des cadres des structures nationales en charge de la coordination et de la mise en œuvre du CSLP (Cellule CSLP, Direction Nationale de la Planification, Direction Nationale de la Statistique et de l'informatique, Direction Nationale du Budget, Direction Nationale de la Dette Publique...)

Engagement 3 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles. En plus de l'élaboration du Plan National de Formation et des formations réalisées, le PNUD a aussi appuyé le gouvernement à mener les réformes institutionnelles en cohérence avec les nouvelles exigences en matière de gestion du développement dans un contexte où la priorité est accordée à la réduction de la pauvreté. Ainsi, le PNUD a appuyé la réalisation de l'étude pour la réforme de la Direction Nationale de la Planification et l'élaboration du

schéma directeur du développement de la statistique. Les deux directions Nationales deviendront des Etablissements Publics à Caractère scientifique et technique, ce qui leur donnera plus d'autonomie et de flexibilité pour répondre aux besoins du pays.

Engagement 4 : Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation. L'action du PNUD a consisté à renforcer les capacités des organisations des producteurs, notamment à encadrer des organisations féminines pour développer des activités génératrices de revenus suite à la mise en place de plates formes multifonctionnelles qui réduisent le temps de travail domestique. Le gain de temps a ainsi permis de développer certaines productions commercialisables sur des marchés nationaux, voire internationaux : beurre de karité, noix de cajou...

Engagement 5 : Renforcer le rôle du commerce dans le développement. A travers le programme Global PNUD/CNUCED sur la Mondialisation, la Libéralisation et le Développement Humain Durable, l'intervention du PNUD a consisté à appuyer le gouvernement non seulement à élaborer un plan d'action pour le développement du Commerce au Mali (2002-2006), mais aussi, à intégrer ce plan au Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté qui est le document unique de référence en matière de politiques publiques.

Engagement 6: Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement. Au titre de l'année 2002, en collaboration avec le BIT et à travers plusieurs fonds (GEF, NORAD...) le PNUD a apporté une assistance au Mali dans l'exploitation rationnelle des forêts de Kita. L'exploitation a permis aux populations de tirer des revenus des ressources naturelles sans mettre en danger l'équilibre naturel.

Engagement 7 : Mobiliser des ressources financières. Le PNUD Mali a mobilisé en 2002 plus de 3,5 Millions de dollars US auprès de divers bailleurs de fonds, sans compter les Trust Fonds au niveau du PNUD.